



Formulaire 5

**Avis à la Commission canadienne
des droits de la personne**

Par. 20(1) du Règlement du TDFP

N° du dossier :

Usage interne seulement

Veillez prendre note :

1. Si vous souhaitez soulever une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* dans votre plainte au Tribunal de la dotation de la fonction publique, vous devez donner le présent avis à la Commission canadienne des droits de la personne.
2. Une copie de votre plainte au Tribunal de la dotation de la fonction publique doit être jointe au présent avis.
3. Voici les coordonnées de la Commission canadienne des droits de la personne :
Division des services du contentieux
Commission canadienne des droits de la personne
344, rue Slater
Ottawa, ON K1A 1E1
Téléc. : (613) 993-3089
4. Vous devez informer la Commission canadienne des droits de la personne de tout changement à votre adresse postale ou numéro de téléphone.
5. Vous devez faire parvenir une copie de cet avis au directeur exécutif du Tribunal de la dotation de la fonction publique ainsi qu'aux autres parties et intervenants, le cas échéant. [par. 20(2)]
6. Cet avis ne constitue pas une plainte au TDFP ni à la Commission canadienne des droits de la personne.

Renseignements concernant le plaignant/la plaignante

☐ M. ☐ Mme	Nom				
Prénom		Autre(s) prénom(s)			
Adresse postale		Ville	Province	Pays	Code postal
N° de téléphone – Travail		Télécopieur			
Ministère ou organisme		Direction/Secteur			
Lieu de travail		Titre du poste et classification			
Adresse électronique					

Renseignements concernant le représentant/la représentante (s'il y a lieu)

☐ Syndicat ☐ Avocat(e) ☐ Autre	Nom de l'organisation				
☐ M. ☐ Mme	Nom				
Prénom		Autre(s) prénom(s)			
Adresse postale		Ville	Province	Code postal	
N° de téléphone – Travail		N° de téléphone – Cellulaire			
Adresse électronique		Télécopieur			

Renseignements concernant la plainte

Veillez décrire de façon détaillée la question soulevée dans votre plainte au TDFP, en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, la pratique ou politique discriminatoire alléguée, tout en précisant le motif de distinction illicite visé. Il n'est pas nécessaire d'inclure des renseignements personnels, notamment d'ordre médical. Au besoin, annexe d'autres pages.

Signature

Date

Faire parvenir le formulaire dûment rempli au :

Directeur exécutif
Tribunal de la dotation de la fonction publique
240, rue Sparks, 6^e étage ouest
Ottawa, ON K1A 0A5

Télécopieur : (613) 949-6551
Courriel : Director.directeur@psst-tdfp.gc.ca